

**DOSSIER** : n° AT 094 046 25 00036

**Déposé le** : 02/12/2025

**Demandeur** : LUME HAIR

**Nature des travaux** : Aménagement d'un ERP

**Sur un terrain sis** : 16 AV DU GENERAL LECLERC

**Référence(s) cadastrale(s)** : C 6

Transmis à la Préfecture  
pour contrôle de légalité

Le : 09 JAN. 2026

## **ARRÊTÉ**

### **Autorisant une demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de Modifier un établissement recevant du public (ERP) au nom de l'État**

#### **Le Maire de la commune de Maisons-Alfort,**

VU le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles L.111-7, L.111-8, R.111-19 à R.111-26 et R.123-1 à R.123-21,

VU la demande d'autorisation de travaux présentée le 02/12/2025 par LUME HAIR,

VU l'arrêté municipal portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Olivier CAPITANIO, 1<sup>er</sup> Maire-Adjoint, en date du 09/07/2021,

VU l'avis Favorable avec réserve de la Commission Communale de Sécurité en date du 24/12/2025,

VU l'avis Favorable avec réserve de la Commission Communale d'Accessibilité en date du 15/12/2025,

## **ARRÊTE**

#### **Article 1 :**

Les travaux décrits dans la demande d'autorisation de travaux susvisée peuvent être entrepris en respectant les prescriptions émises par la commission de sécurité et la commission pour l'accessibilité des personnes handicapées dans leurs rapports ci-joint annexés.

À Maisons-Alfort, le 08/01/2026

Pour le Maire,

Le Maire-Adjoint,



Olivier CAPITANIO

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.*

**INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - À LIRE ATTENTIVEMENT**

**Délais et voies de recours contre la présente autorisation :** le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la présente autorisation dans le mois qui suit la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le Tribunal Administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le Tribunal Administratif peut-être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

MIS EN LIGNE LE 12/01/2026